



Samuel Paty assassiné : comment la rectrice s'est retrouvée prise pour cible sans preuve

Abonnés Société

Sur la base du seul témoignage d'un militant islamiste, Charline Avenel a été accusée d'avoir voulu « sévir » contre le professeur d'histoire-géographie qui avait montré des caricatures de Mahomet à ses élèves. L'académie de Versailles dénonce des accusations « fallacieuses ».



Comme ici à Lille, des dizaines de milliers de personnes en France ont rendu hommage à Samuel Paty, ce dimanche. AFP/François Lo Presti

Deux articles mélangés et mal interprétés, des accusations basées sur le seul témoignage d'un militant islamiste actuellement en garde à vue, des références à sa proximité supposée avec Emmanuel Macron... Voilà comment la rectrice de l'académie de Versailles, Charline Avenel, s'est retrouvée accusée d'avoir voulu « sévir » contre Samuel Paty, le professeur d'histoire-géographie à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) assassiné par un terroriste islamiste vendredi soir. Obligeant le rectorat à dénoncer des « informations fallacieuses » dans un communiqué paru ce dimanche en fin de journée. Retour sur 24 heures d'emballement.

Une vidéo dans laquelle Abdelhakim Sefrioui accuse

Tout commence samedi, en milieu d'après-midi. Le magazine Le Point publie sur son site Internet un article titré : « Conflans : le rôle d'un agitateur radicalisé pointé du doigt ». Le texte s'interroge sur l'implication du militant islamiste Abdelhakim Sefrioui dans l'attentat survenu moins de 24 heures plus tôt. Dans une vidéo publiée quelques jours après le cours de Samuel Paty lors duquel celui-ci avait présenté à ses élèves de caricatures de Mahomet, Sefrioui avait publié une vidéo sur les réseaux sociaux.

« Comme il n'allait rien y avoir de la part de l'établissement [aucune suite ni sanction, NDLR], nous sommes partis avec la ferme intention de mobiliser pour une action devant l'établissement et devant l'inspection académique. Mais, dans l'après-midi, l'Inspection académique a contacté le parent d'élève et lui a exprimé son étonnement et [le fait] qu'ils allaient sévir... », clame-t-il à l'image.

La rectrice ciblée nommément

Peu après la publication de cet article, plusieurs personnalités, dont des figures ou élus d'extrême droite, réagissent sur Twitter en partageant une copie d'écran de ce passage. Ils attaquent nommément la rectrice de l'académie de Versailles, Charline Avenel. « Elle doit IMMÉDIATEMENT DÉMISSIONNER », tacle le militant identitaire Damien Rieu, tandis que le conseiller régional Rassemblement national (RN) de Bretagne Gilles Pennelle la qualifie de « lâche ».

Un peu plus tard dans la soirée, le magazine Valeurs actuelles publie sur son site un article titré « Professeur décapité : la rectrice de l'académie des Yvelines voulait sévir » (il a depuis été modifié, mais on en retrouve la version originelle sur le site webarchive). Ce titre est un double raccourci : non seulement il n'a jamais été question de la rectrice en personne dans les propos d'Abdelhakim Sefrioui, mais celui-ci n'est pas particulièrement fiable puisqu'il est clairement impliqué dans cette histoire. Le militant islamiste fait d'ailleurs partie des onze personnes en garde à vue dimanche soir .

Confusion entre deux articles

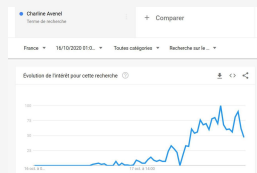
Plus embêtant : dans le paragraphe présentant l'article, il est écrit que « Samuel Paty s'apprêtait à être sanctionné par l'académie des Yvelines pour avoir osé montrer des caricatures du prophète Mahomet, révèle une note des agents locaux du renseignement territorial ». Cette note (que Le Parisien a également pu consulter) est l'objet d'un autre article du Point, « Enseignant assassiné : la note explosive du renseignement territorial », publié samedi soir. Ce document confidentiel du service central du renseignement territorial (SCRT), daté du 12 octobre, revient sur la réaction de l'inspection académique après la séance des caricatures de Mahomet. On y lit notamment que Samuel Paty a reçu la venue d'un inspecteur pour lui rappeler « les règles de la laïcité et de neutralité ». Aucune notion de sanction n'apparaît.

En clair, Valeurs actuelles semble s'être emmêlé les pinceaux entre la vidéo de Sefrioui, qui évoqué la volonté supposée de l'Inspection d'académie de « sévir », et la note du SCRT, qui ne mentionne qu'un simple rappel des règles. Et le magazine ultra-conservateur n'est pas le seul dans ce cas de figure : le cadre du Rassemblement national Jean Messiha s'est dit « effaré d'apprendre que la rectrice Charline Avenel s'apprêtait à sévir contre Samuel Paty », en partageant l'article portant sur... la note des services de renseignement.

« Le Point n'a jamais écrit cela ni moi-même », finit par répliquer le journaliste de l'hebdomadaire, auteur des deux articles, Aziz Zemouri.

Des recherches Google qui explosent

Trop tard : ces messages de militants ou élus du RN ont été massivement partagés sur les réseaux sociaux. Et voilà comment Charline Avenel est devenue, bien malgré elle, la cible de nombreuses attaques depuis samedi soir. Son nom est devenu à certains moments l'un des sujets les plus discutés sur Twitter, tandis que les recherches Google associées ont explosé. Sa photo a aussi été massivement partagée pour illustrer des messages insultants.



Ajoutons à cela que l'ex-numéro 2 du Front national (ancien nom du RN), Florian Philippot, a aussi pointé du doigt sa proximité supposée avec Emmanuel Macron, en s'appuyant sur un article de La Dépêche publié en 2018. On y lisait notamment que la rectrice et le chef de l'Etat étaient issus de la même promotion de l'ENA. Ce qui est factuellement exact, indique le Journal officiel, mais on ne voit pas le lien avec cet

assassinat d'un professeur d'histoire-géographie. « Deux ans après cette copine de Macron devenue rectrice, Charline Avenel, s'apprêtait à sévir contre #SamuelPaty... Le pire c'est que demain elle sera toujours rectrice », s'emporte l'ancien proche de Marine Le Pen.

« Absurde et paradoxal » : le rectorat communique

La riposte officielle s'est déroulée en deux temps ce dimanche. À la mi-journée, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, a qualifié de « fausse » l'information selon laquelle Samuel Paty avait été sermonné. « Il y a eu soutien complet du professeur », a-t-il assuré sur

France Inter. Puis, en fin de journée, l'académie de Versailles a publié un long communiqué détaillant la chronologie des faits. « L'institution a toujours été en soutien total à l'égard de M. Paty. A aucun moment, il n'a été dit, ni même sous-entendu, ni pensé que l'institution allait *sevir* contre M. Paty », est-il écrit. Et l'académie de juger « absurde et paradoxal de donner crédit aux paroles de cette personne (*Abdelhakim Sefrioui, NDLR*) ».

Newsletter - L'essentiel de l'actu

Chaque matin, l'actualité vue par Le Parisien

Votre adresse mail est collectée par Le Parisien pour vous permettre de recevoir nos actualités et offres commerciales. En savoir plus

Ce dimanche en fin d'après-midi, Valeurs actuelles a aussi rectifié le tir. L'adresse de son premier article renvoie désormais à une autre page, titrée « Caricatures en classe : l'académie de Versailles a toujours soutenu le professeur tué ». L'article est plus complet et construit différemment, mais il ne comporte pas de message d'explication pour les lecteurs sur ces différentes versions.

Quant à Charline Avenel, qu'aucun élément ne met donc personnellement en cause à cette heure, elle n'a pas réagi en personne. Vendredi soir, quelques heures après l'attentat, elle avait dénoncé « un acte ignoble ». Et d'ajouter alors : « Mes pensées vont à sa famille, à ses collègues et à ses élèves. Nous sommes à leur côté pour traverser cette épreuve. »